

## “Quels savoirs enseigner dans les lycées ? ”

*Les Sciences économiques et sociales (Rennes le 23 mars 1998)*

### Présentation

Au cours de l'année scolaire 1997-1998 un vif débat relatif à ce que l'on nommait alors « La réforme Allègre » s'est déroulé. Il ne concernait pas uniquement les SES, mais l'organisation du lycée dans son ensemble et le contenu des différentes disciplines. Claude Allègre, Ministre de l'Education Nationale, avait confié à Philippe Meirieu le soin d'organiser une consultation nationale sur le thème « Quels savoirs enseigner au lycée ? ». Cette consultation a pris la forme de questionnaires destinés aux élèves, aux enseignants et aux parents, de colloques académiques et aussi de colloques par discipline. Le colloque concernant les SES s'est déroulé le 23 mars 2001 à Rennes. Pascal Combemale avait pris des notes tout au long du débat, il a soumis ses notes aux divers intervenants qui ont procédé à des corrections lorsqu'ils le jugeaient utile.

C'est le texte de ce compte-rendu, validé par Daniel Cohen, transmis au Comité Meirieu chargé de faire la synthèse de la consultation et largement diffusé à l'époque que vous trouverez ci-dessous.

Il semble en effet nécessaire de garder la mémoire des débats qui traversent l'histoire de notre discipline.

Le colloque est ouvert par le Recteur Marois. Il cite quelques éléments de la consultation nationale des lycéens et des professeurs et rappelle que le ministre souhaite une meilleure coordination entre enseignants du supérieur et du secondaire.

**Daniel Cohen**, Professeur d'Economie à l'ENS Ulm, qui préside le colloque, demande aux intervenants de se présenter et propose un ordre du jour.

**Daniel Rallet** (président de l'Apses) : les enseignants sont inquiets et ont besoin d'être rassurés ; ils ne peuvent pas continuer à débattre des évolutions nécessaires de leur discipline et de la filière ES si on ne leur donne pas un minimum de garanties sur l'avenir de celles ci.

**Gisèle Jean** (professeur de SES) et **Catherine Paradeise** (Directrice du département de Sciences sociales de l'ENS Cachan) demandent que l'on commence par débattre de l'avenir de la filière ES.

**Daniel Cohen** : François Dubet doit venir nous rassurer sur l'avenir de la filière ; nous sommes convaincus de l'importance de cette filière (sinon cette discussion n'aurait pas de sens) ; nous devons réfléchir sur cette filière, mais aussi, c'est le deuxième enjeu de ce

colloque, discuter ensemble du contenu des programmes et de l'articulation avec le supérieur.

**Alain Michel** (IG de SES) : si un consensus se dégage entre nous sur le contenu de la synthèse issue de la réunion qui s'est tenue à Ulm le 14 mars il sera possible de réfléchir plus sereinement sur le contenu des programmes ; l'existence d'un troisième pôle, entre les pôles littéraire et scientifique est une nécessité (d'autres pays européens s'orientent vers cette solution) ; les SES sont la matière qui identifie ce pôle (une matière et non une discipline universitaire) ; elle met en œuvre une pédagogie active, vise à construire l'autonomie de l'élève, conformément aux attentes du ministre ; quant à la filière ES, elle a contribué à la démocratisation du lycée ; il faut poursuivre le rééquilibrage des filières amorcé par la réforme Jospin.

**Daniel Hameline** (comité Meirieu) : que retirer du dépouillement de la consultation des lycéens ? Que les SES ne sont pas citées parmi les matières considérées comme inutiles et sans intérêt ; qu'elles paraissent au contraire utiles pour la vie personnelle et professionnelle ; qu'elles communiquent avec d'autres disciplines (maths et géographie par exemple) ; qu'elles permettent l'acquisition d'un esprit critique (par exemple par le commentaire de l'actualité pour remonter ensuite vers des interrogations plus fondamentales) ; qu'elles contribuent à la formation du citoyen ; conclusion : la consultation des lycéens est favorable aux SES.

**Alain Beitone** (professeur de SES) : deux idées importantes sont apparues le 14 mars : maintenir des parcours de formation cohérents, lisibles, diversifiés, ouvrant vers une large gamme de débouchés ; maintenir une filière consacrée aux sciences sociales, à la troisième culture, où l'on met en œuvre une pédagogie active (ce qui suppose du temps, donc une filière) ;

**Bernard Belloc** (professeur d'Economie à Toulouse I) : nous sommes d'accord pour développer les SES, mais cela ne signifie pas qu'il faille s'enfermer dans des filières ; dans le système actuel, comment les orientations sont-elles décidées ? Quels sont les critères qui déterminent l'orientation d'un élève vers la ES ? Ils sont négatifs. Pourquoi ne pas laisser les élèves choisir de faire des maths et de l'éco, ou de la philo et de l'éco ? Pourquoi ne pas leur permettre d'effectuer des regroupements ? Pourquoi ceux qui apprécient les maths ne feraient ils pas de l'éco ?

**Gérard Grosse** (professeur de SES) : vous faites référence à l'ancien lycée ; aujourd'hui des élèves bons en maths choisissent ES avec une spécialité maths ; la réforme Jospin allait donc dans le bon sens : pourquoi la remettre en question ?

**Yves Grafmeyer** (professeur de sociologie, Lyon II) : le tandem math-physique n'est pas insécable alors pourquoi pas math et socio ou autre chose ? Mais cela doit-il nous conduire à l'enseignement à la carte ? Ne vaut-il pas mieux des filières offrant des parcours lisibles ?

**Daniel Cohen** : Qu'est ce qui ferait obstacle, du point de vue des disciplines, à un rapprochement entre des disciplines, par exemple éco et math, éco et philo ? Du point de vue des disciplines il n'y a aucun obstacle a priori ; par contre cela peut effectivement poser problème du point de vue des élèves.

**Yves Grafmeyer** : en effet il n'y a pas de problème au niveau des disciplines, mais il y en a un au niveau des élèves ; il faut des filières, mais qui offrent de la souplesse et permettent des parcours diversifiés ;

**Catherine Paradeise** : je pose deux questions de fait : comment s'effectue la sélection à l'entrée en ES ? Quelles sont les intentions du ministre ?

**Roger Establet** (professeur de sociologie, Aix-Marseille) : les SES ont formé un groupe d'enseignement valable, non pas pluridisciplinaire, mais bi-disciplinaire ; la filière ES a un bilan très positif ; certes, on peut en construire d'autres, mais ne balayons pas ce qui existe et qui a fait ses preuves ; nous avons des profs de SES qui savent faire des choses, par exemple dépouiller des questionnaires, utilisons les ; tous les profs ont des défauts, dans toutes les disciplines donc les profs de SES comme les autres, mais les profs de SES, comme le dit Platini des bons joueurs, possèdent à la fois une bonne technique à leur poste et vision latérale du jeu ;

**Joël Serandour** (professeur de SES) : il existait des options SES en L et S, pourquoi n'existent-elles plus ? Il y a en fait trois bacs ES, dont un, avec le profil maths, attire d'excellents élèves ;

**Alain Beitone** : je réponds à Daniel Cohen : il faut des parcours de formation cohérents ; il faut des connexions entre disciplines, ce qui ne peut se faire qu'à l'intérieur des filières (nos collègues de maths travaillent d'ailleurs dans leur GTD à l'interdisciplinarité ; idem pour l'histoire-géo : on peut éviter des doublons et rechercher un équilibre à l'intérieur de chaque filière) ;

**Daniel Cohen** : je ne suis pas d'accord : c'est une erreur de penser que les maths devraient être enseignées en symbiose avec les autres disciplines, adaptées en fonction de la filière ; il est préférable de demander aux profs de maths d'enseigner "en aveugle" (sans a priori sur le public) ; l'argument des filières à partir du point de vue des élèves est recevable, mais pas du point de vue de l'accès plus démocratique à des disciplines qui ne sont formatrices que lorsqu'elles sont enseignées pour elles mêmes.

**Alain Michel** : l'expérience à l'étranger montre que le système à la carte n'améliore pas les performances ; il ne faut pas s'enfermer dans le dilemme filières rigides contre matières à la carte ; le problème est celui de la hiérarchie des filières ; il ne faut pas commettre à nouveau l'erreur commise dans le passé au collège ; supprimer les filières conduirait à un renforcement des inégalités ;

**Daniel Cohen** : l'exemple américain montre autre chose, il est différent : la reproduction sociale existe mais elle est perpendiculaire à la question des filières ou des matières (elles se sont sorties du filtre de la sélection sociale)

**Bernard Drevon** (professeur de SES) : la nécessité d'un point d'ancrage autour de la troisième culture n'est pas contradictoire avec une diversification ; on sait que les inégalités reposent sur l'information, sur la capacité à reformer sans cesse des classes sélectives : l'abolition des filières aggraverait les inégalités ; par ailleurs il faut se soucier de l'horaire nécessaire aux SES (donc il faut une filière)

**François Dubet** : j'interviens en tant que responsable d'un département de sociologie, je ne connais pas la pensée ultime du ministre en matière de réforme ; les premiers à profiter des filières, du système actuel, sont les profs, qui le connaissent de l'intérieur ; le débat filière/ou non n'est pas le bon (il y a des inégalités dans les deux systèmes) ; par contre il faut garantir la lisibilité du système : les lycéens veulent une simplification (moins de matières, moins de filières) et la possibilité de se promener d'une filière à l'autre ; cette filière ES a une grosse cote auprès des élèves, mais il faut réfléchir sur le noyau dur (il y a une demande d'allègement du programme : que faut-il savoir d'essentiel au lycée ?) ; on ne peut séparer la réflexion sur l'organisation sur la filière et sur les contenus ; le noyau dur peut être imposé aux autres (l'encyclopédisme non) ;

**Jean-Luc Le Guellec** (professeur de SES) : le système actuel est déjà opaque (le système à la carte renforcerait cette opacité), mais les filières ont fait leur preuve quantitativement ; reste le qualitatif : il faut améliorer les filières (la ES ayant déjà progressé), leur cohérence (programmes en fonction du profil sans enfermer les élèves, d'où les passerelles). L'expérience de la seconde avec tronc commun et options existe : les profs sont réticents à son extension aux autres niveaux.

**Daniel Cohen** : comment faire que ES ne soit pas un deuxième choix après S alors que cette voie est a priori attractive (ouverture sur le monde), comment éviter le choix par défaut ? Ceci suppose de s'intéresser à ses débouchés : quels sont ils ? Comment s'adapter à des débouchés larges et attractifs ?

**Bernard Simler** (doyen de l'IG de SES) : l'argument fort est : les ES sont une filière de la réussite ; les statistiques le prouvent ; les critiques on sont restés sur le schéma ancien du bac B ; la filière ES est encore mal connue d'où les problèmes d'orientation (les SES ne sont pas au collège et il y a des concurrences entre disciplines) ; elle permet d'élever le niveau des connaissances pour tous tout en offrant l'accès à des débouchés plus élitistes ; à bac plus deux les ES réussissent aussi bien que les autres ; les écoles de commerce s'ouvrent aux ES (30% d'admis dans les 4 grandes parisiennes sont des ES) ; il faut poursuivre dans cette direction ; les IEP sont satisfaits des ES qu'ils recrutent ; cette filière a fait ses preuves, pourquoi la détruire ?

**Gisèle Jean** : si le ministère avait décidé de faire un bilan des filières, on n'en serait pas là ; la réforme entreprise est en train de réussir ; ES est parfois un premier choix ; il faut que cette réforme puisse aller jusqu'au bout ; par ailleurs, on ne peut réfléchir sur les contenus sans garanties sur l'organisation ; la lisibilité est essentielle ; des tas de réflexions ont déjà eu lieu sur cette question, ne faisons pas sans cesse table rase ;

**François Dubet** : il vaut mieux d'abord savoir ce que l'on veut, quelle que soit la réforme proposée.

**Laure Le Gurun** (professeur de SES) : je travaille dans un lycée rural : les élèves réussissent grâce à la série ES ;

**Maryvonne Delalande** (professeur de SES) : la filière ES réussit à rivaliser avec les S ; les ES ne vont pas ensuite que dans les filières prestigieuses et réunissent aussi de cette façon ; je rappelle qu'il y a déjà une réflexion interne à la discipline sur les programmes ;

**Christian Baudelot** : à chaque réforme on est tenté à tort par la table rase ; un système éducatif ne se réduit pas à des disciplines que l'on assemble comme des molécules (il y a des profs, de la formation continue, une histoire, etc.) ; les meilleures réformes partent de la logique de l'institution et cherchent à l'infléchir, parfois par des déplacements à la marge ; ici il faut partir des parcours de formation cohérents (appellation préférable à filières) ; ce qui a changé dans le système éducatif en positif ces dernières années ce sont les SES et la technologie (le reste n'a pas changé) ; partons de l'acquis pour améliorer les choses, comme cela est rappelé dans la synthèse du 14 mars ; si l'on veut simplifier le système que va-t-il se passer ? On ne va pas toucher pas aux maths, aux lettres, etc., donc on va supprimer les SES : il faut défendre cette discipline pour qu'elle ne soit pas balayée ; ne nous laissons pas bernier par l'illusion de la remise à plat ; il faut être modeste ; ce qui a un effet ce sont les évolutions à la marge ; la révolution a eu comme projet l'individualisation de l'enseignement (influence protestante différente de l'enseignement catholique, soit la différence cours/classe) ; Durkheim était du côté du cours, intellectuellement, mais sociologiquement il a choisi la classe (le pôle catholique contre le protestant) ; la liberté favorise les familles les mieux dotées en capitaux culturels et sociaux ; il faut conserver des parcours lisibles et structurés ; à nous de dire ce que l'on garde comme contenu si l'on réduit les horaires ; à nous de raisonner sur l'articulation avec le supérieur, pas seulement avec les filières d'élite ; c'est pourquoi il faut mettre en place des groupes de travail. Il faut afficher notre intention d'être constructif ; nous ne sommes pas archaïques, nous croyons à ce que nous faisons, disons-le ; c'est un métier que l'on aime, que l'on sait faire.

**Roger Establet** : je suis d'accord ! Avec deux ajouts : penser à l'articulation avec le collège ; fusionner prépas BL et prépas HEC.

**Maurice Baslé** (professeur d'Économie, Rennes) : la filière SES fut une innovation majeure, l'expérience depuis 20 ans le prouve ; l'entreprise SES n'est plus une PME, elle a

une valeur boursière, il ne faut pas la tuer ; par contre, dans cette phase de croissance il faut que le produit soit différencié (pour susciter des choix positifs d'orientation sans la stigmatisation du passé), donc il faut réfléchir au fait que ce qui nous intéresse ce n'est pas seulement éco et socio, mais aussi droit, sciences po, etc., c'est à dire la troisième culture ; les programmes pourraient être plus attractifs (multidimensionnels : par exemple le contrat, c'est de l'éco, de la socio, du droit, etc.) ; la maturité ce serait l'élargissement des SES, ce qui correspond aux débouchés dans une économie de services ; il faut enrichir les programmes.

**Jacques Guin** (professeur d'économie, président du GTD de SES) : je suis d'accord avec Baudelot (d'accord, bien que protestant !) ; entre deux prix de F1 on ne change pas de moteur, mais on procède à un petit réglage ; les parents disent à leur enfant : "si tu fais S tu pourras faire n'importe quoi" ; donc il faut offrir en parallèle une filière avec beaucoup de débouchés (cf intervention de Baslé) ; toutefois, il faut revenir sur les contenus car il y a eu de la sédimentation ; il faut que la filière s'ouvre vers d'autres débouchés (prendre en compte l'expérience d'AES) ; les ES en UFR de droit manquent par exemple de formation juridique ;

**François Dubet** : toute réforme provoque des inquiétudes mais le propos tenu ici est trop défensif car la culture SES est celle qui se "vend" le mieux (en aval tous les débouchés l'appellent : de la mode au travail social, etc...) ; nous ne sommes pas menacés ; les SES pourraient être une partie du tronc commun pour tout bachelier ;

**Dominique Lacoue-Labarthe** (professeur d'économie, Bordeaux IV) : il y a un malaise par rapport à ces produits ES que les économistes apprécient moins que les juristes et les AES ; il faut y réfléchir, en parler plus souvent, participer à la formation des profs de SES ; l'investissement le plus productif correspond au détour le plus long : les profs de SES doivent être moins tendres en matière de conceptualisation, ne pas rester trop prêts de l'actualité, de la description ; prenons le taux d'intérêt, mieux vaut enseigner Fisher que Keynes ;

**Daniel Cohen** : sommes nous en train de réfléchir à l'acquisition de savoirs qui donnent aux élèves une autonomie de pensée ? Le problème aujourd'hui c'est que l'on oblige les élèves à choisir définitivement, de façon précoce, sans réversibilité, du fait des filières (il est aberrant que l'on soit exclu à vie de la physique ou des maths après une mauvaise orientation) ; on s'enferme dans des savoirs spécifiques à des filières, alors qu'il faut restituer de l'autonomie intellectuelle à partir de disciplines elles mêmes autonomes.

**Cécile Bouquillion** (professeur de SES) : nous sommes sur la défensive parce que le ministre a écrit dans l'un de ses livres que l'introduction de l'éco au lycée était une erreur et parce qu'il nous a au départ exclu de la réflexion sur l'enseignement de la citoyenneté ; je précise au passage que enseignons Fisher ;

**Daniel Rallet** : nous remercions C. Baudelot pour son soutien constructif ; toutefois, il y a une menace réelle, et nous devons être rassurés, condition nécessaire pour pouvoir s'ouvrir à des propositions de réforme, pour être offensifs ; par exemple, la réduction du nombre de postes aux concours, certains bruits, sont très inquiétants ; nous demandons une prise de position sur le texte de la synthèse du 14 mars ;

**Daniel Cohen** : Non, il n'y aura pas de vote sur une motion car nous ne sommes pas ici pour ça ; le débat est ouvert, libre, parce que les interventions se font à titre personnel ;

**Daniel Rallet** : nous devons discuter sur la base de la réalité : il existe déjà une réflexion sur les programmes, également sur la filière ; il faut faire des groupes de travail, mais tenir compte de ce qui existe et non des fantasmes ;

**Gérard Grosse** : nous sommes défensifs parce que l'on nous attaque ; par exemple, Mr Boissinot nous a qualifiés “ d'erreur génétique ” ; sur l'insatisfaction des profs d'éco du supérieur : la réduction des effectifs en UFR d'éco s'accompagne d'une hausse de la part des ES : ce n'est donc pas seulement un problème des SES, c'est aussi problème de l'université, laquelle doit aussi s'adapter ; nous devons faire chacun un pas ;

Brève suspension de séance pour un repas léger

Après-midi :

**Antoine d'Autume** (professeur d'économie, Paris I) : je suis globalement satisfait des programmes de SES, à l'élaboration desquels j'ai participé au sein du GTD ; il faut toutefois continuer à rechercher un meilleur équilibre entre ce qui donne un sens et les noyaux durs disciplinaires ; le point trois de la présentation du programme de première est une bonne orientation : prendre appui sur des exemples concrets et exposer les mécanismes de base ; il faut motiver les élèves en leur présentant les grands problèmes ; ceci dit il ne faut pas dériver vers des débats idéologiques, mais partir des faits ; il faut faire les choses de manière raisonnable : par exemple la compta nat à enseigner n'est pas toute la compta nat ; il faut donner quelques ordres de grandeur, etc.. ; il faut simplifier, ce qui ne signifie pas la même chose en économie et en sociologie = soit laisser de côté des choses importantes (ex : conc imparfaite) pour pouvoir raisonner rigoureusement ; soit ne pas faire le grand détour par l'abstraction ; enfin, il ne faut pas donner aux futurs étudiants une vision déformée de la théorie néo-classique (assimilée au libéralisme) ; il y a donc encore des choses à améliorer mais les SES ont déjà progressé dans la bonne direction.

**Alain Beitone** : la question des caractéristiques “ du produit ” pose problème du fait de la diversité des débouchés ; parce qu'ils sont nombreux, il faut admettre l'idée que les SES ne peuvent être une propédeutique à tous les cursus universitaires, et sont par conséquent un enseignement de culture générale ; les élèves doivent acquérir les compétences qui leur

permettront de réussir ensuite (notre noyau dur est éco/socio mais à l'intérieur de ces deux disciplines il faut tenir compte de la pluralité des approches) ; il faut se garder de l'approche idéologique, de la dérive vers l'histoire de la pensée, de l'émiettement ; donc il faut privilégier des concepts, des notions transversables, par ex le lien social, le marché, ce qui permet de donner du sens aux élèves tout en favorisant l'apprentissage des savoirs ; il faut trouver de grandes problématiques fédératrices ; c'est plus important que de partir des pré-requis de tel ou tel débouché du supérieur.

**Gérard Grosse** : il faut distinguer les débouchés des élèves des sciences qui servent de référence aux SES ; nous devons mobiliser des savoirs savants mais nous ne pouvons pas servir de propédeutique à toutes les disciplines du supérieur.

**Maurice Baslé** : voici quelques remarques à titre exploratoire sur les programmes : en première et en terminale on dit des choses intéressantes mais il est difficile de se repérer ; une petite mue s'impose : en première, il faut parler d'interdépendance entre les acteurs, de leur coordination, de leur coopération ; ils passent des contrats ; il y a un contexte : le droit, les structures de marché ; parfois intervient le pouvoir (donc l'Etat) ; le concept d'interdépendance d'acteurs est fédérateur ; en plus il y a la macro et la monnaie ; en terminale : avec la dynamique interviennent les grandes organisations (firmes, nations) ; au delà on va trop loin : comment enseigner l'Euro ?

**Catherine Paradeise** : cette séance n'a pas pour objet de construire des programmes ; G. Grosse a dit que les SES ne sont pas des propédeutiques ; dès lors pourquoi pas d'autres contenus (pourquoi pas du droit, de la gestion, etc.) ? En fait, il faut s'en tenir à l'appariement économie/sociologie.

**Richard Aréna** (professeur d'économie, Nice) : d'un côté certains plaident pour une extension du champ (Baslé) d'autres non ; selon moi, il ne faut pas trop étendre le champ ; Baudelot a raison de dire qu'il faut avancer prudemment à partir des acquis ; pour défendre la filière il faut se fonder sur des acquis disciplinaires (en fait bi-disciplinaires) ; il faut délimiter un noyau (par exemple la notion d'arbitrage sur un marché) ; il faut ancrer le pluridisciplinaire sur du disciplinaire ; c'est le débat avec les profs de SES ;

**Daniel Cohen** : je ne vois aucune contradiction entre dire que l'objectif n'est pas de commencer le Deug au lycée et dire en même temps que les raisonnements disciplinaires appris avec un minimum de rigueur apportent une autonomie intellectuelle (il faut poser la question en termes de formation intellectuelle de l'élève et non en termes d'anticipation d'une filière de l'université) ; on doit pouvoir sélectionner ce qui permet de construire un raisonnement éco ou socio ; or l'emboîtement éco et socio pratiqué actuellement en permanence pose problème : mieux vaut comme en prépas B/L partir des disciplines et les croiser ensuite sur des objets communs ; l'imbrication entre éco et socio est trop forte en SES ; dans la part éco, l'imbrication est aussi trop forte, au sens où tout est mélangé, on ne

respire pas, on passe sans cesse d'un objet à un autre ; si l'on parle par exemple de la rareté, faisons le (prix, coût, avantages comparatifs, etc..), ensuite si l'on parle de compta nat allons jusqu'à un modèle macro simple, etc, mais construisons des séquences de raisonnement ; il y a tout dans les programmes actuels, mais pas de façon à permettre aux élèves de raisonner, de se placer dans des situations hypothétiques (si la population double, si le prix du pétrole baisse, etc.) ; le détour de production est là, dans l'apprentissage du raisonnement ; c'est ce qui donnera du prestige à cette discipline et attirera de bons élèves.

**Roger Establet** : le programme est trop abstrait ; il faut être en prise sur la réalité que vivent ces lycéens ; par ailleurs il y a un acquis méthodologique des SES (lecture des tableaux, analyse des sondages, etc.) ; retenons un sujet qui permette de mettre en oeuvre tous ces savoirs et savoirs-faire : l'analyse de la réalité sociale et économique européenne (ce qui permet de considérer les programmes comme des référentiels), l'analyse de la société et de l'économie européennes, des européens...

**Bernard Belloc** : les programmes ont évolué dans le bon sens ; nous avons tous la même position : il faut un noyau dur et non faire de la propédeutique ; ce qui compte ce sont des outils de raisonnement plus que des connaissances ; il faut rendre la filière ES crédible ; il faut alléger les programmes, il ne faut pas qu'ils soient livrés en vrac ; il faut choisir quelques problèmes et aller au fond des raisonnements sans combiner des disciplines (ce qui est trop difficile et doit être reporté ensuite) ; je suis plus réservé sur l'Europe (pourquoi pas le monde ?).

**Daniel Cohen** : en effet, il ne faut pas confondre la chose à apprendre et la chose à comprendre ;

**François Dubet** : les programmes sont trop ambitieux ; on va aller vers une réduction des programmes (demande des élèves) ; C. Allègre a dit : il faut que les élèves apprennent peu de choses mais des choses difficiles ; en collège il faut passer le temps requis pour apprendre les fractions ; nos disciplines incarnent une troisième culture, justifiée par l'acquisition d'une formation intellectuelle (il faut durcir intellectuellement) ;

**Olivier Weinstein** (professeur d'économie, Paris-Nord) : le programme se partage entre l'éco et la socio, il faut le dire pour affirmer la légitimité des SES ; j'ai une interrogation sur le droit, sur la gestion (dont l'absence suscite la critique)

**Eric Brousseau** (professeur d'économie) : il faut distinguer ce qui relève des objectifs de programme, et des savoirs fondamentaux (raisonnements à la marge, etc.) ; ensuite il y a les méthodes pédagogiques (qui peuvent justifier des débats d'actualité tels que l'Europe) ;

**Dominique Lacoue-Labarthe** : s'agissant des programmes d'Autume a raison de dire qu'ils sont cohérents et pensés ; par contre en les suivant à la lettre, on virevolte, on risque de perdre l'unité, on tombe dans le zapping ; alors où trouver les ancrages ? Pendant les années de plomb après 68, on a recherché des ancrages qui n'étaient plus ceux de nos

grands-mères et l'on a échoué ; l'école de la régulation est l'exemple de l'échec de ces faux paradigmes ; qu'est ce qui survit ? Le bon ancrage est l'individualisme méthodologique. Ce qui importe c'est la méthode.

**Christian Baudelot** : la discussion avance bien ! Il y a accumulation de points d'accord : (moins mais mieux, des choses difficiles mais formatrices), apprendre aussi les disciplines pour elles mêmes, etc... Il n'y a pas contradiction entre enseigner les raisonnements et trouver des objets communs ; s'il fallait identifier cette filière pourquoi ne pas identifier des objets (ex : les problèmes économiques et sociaux de l'Europe) contemporains, des problèmes, pour que les parents, les élèves sachent ce qu'ils vont faire (intitulé tel que “ les problèmes économiques et sociaux de notre société ”) ce qui n'est pas contradictoire avec l'apprentissage des raisonnements ; cela facilite la lisibilité ;

**René Revol** (professeur de SES) : revenons à la réalité des lycées et des lycéens ; la démarche est de commencer par les objets, les questions, car c'est ce qui attire les élèves ; ces élèves, nous les prenons tels qu'ils sont ; nous ne pouvons les intéresser qu'à la condition de partir des questions ; c'est ensuite, à partir du travail autour des questions que nous utilisons l'économie ou la sociologie pour construire des réponses ; et il va de soi que pour déconstruire les représentations, les prénotions, nous utilisons les noyaux durs, que pour critiquer la réalité apparente, nous utilisons ces outils que nous apportent l'économie et la sociologie ; pour acquérir cette autonomie de raisonnement il faut revenir vers les noyaux durs, nous sommes d'accord, mais il faut aussi de la réflexivité : en SES on ne prend jamais pour argent comptant ce qui est le discours "officiel"; il y a toujours une volonté de mise en débat ; c'est un acquis fondamental de cette discipline ; les SES ne sont pas seulement régies par une raison instrumentale mais aussi par une raison raisonnante, une raison critique ; on ne peut pas nous réduire à un programme, nous croyons à ce que nous faisons, il faut accepter de prendre en compte les acquis liés à nos pratiques ;

**Alain Beitone** : prenons l'article de C. Wyplosz paru dans Libération et qui nous reproche d'être incultes en économie : il affirme trois propositions (sur le chômage, sur le système de retraite, sur le poids du budget) auxquelles on peut opposer des théories beaucoup plus rigoureuses ; beaucoup d'entre nous ont fait des efforts permanents pour se former, dans le sens de ce que dit Meirieu sur le plan pédagogique, etc. ; nous sommes irrités de constater que l'on refuse de prendre en considération ce que nous faisons réellement ; je suis entièrement d'accord avec Revol : nous partons de questions et nous essayons de présenter les théories sur cette base ; il faut partir de concepts organisateurs, tels que le chômage, et montrer la richesse de la confrontation des approches sur ces objets.

**Daniel Cohen** : je souscris à 95% mais je pense qu'il ne faut pas partir de notions trop complexes ce qui conduit sinon au relativisme ; partons de choses plus simples : l'offre et la demande appliquées, surtout pas au marché du travail, mais au marché du blé ; afin de

comprendre par un aller et retour ce qu'apporte le modèle avant de rechercher à complexifier ; pour chaque notion il faut trouver les bons exemples à mettre en vis à vis, en commençant par ce qui illustre le mieux un raisonnement donné ; ensuite, mais seulement ensuite on peut aller vers des objets plus complexes.

**Alain Beitone** : la solution est épistémologique : nous montrons à nos élèves qu'il existe des éclairages différents d'un même objet.

**A. D'Autume** : longtemps on a pensé que l'économiste des classes terminales c'était Boyer : il faut maintenant remonter vers le noyau fort de la discipline ; donc il faut séparer les disciplines avant de les rapporter aux objets étudiés et non les mélanger en amont (ex : ne pas critiquer les courbes d'offre et de demande immédiatement à partir d'une théorie sociologique du marché) ;

**François Dubet** : en effet, certains élèves de ES connaissent plus la critique idéologique de la statistique que la statistique elle-même ; dans ce cas, le noyau dur c'est de ne pas mélanger les lignes et les colonnes ;

**Alain Michel** : certes, il y a un corpus minimum, mais il y a des présupposés idéologiques au choix de ce corpus, qu'il faut reconnaître ; en tant que matière d'enseignement nous essayons de tout faire (beaucoup plus que dans les autres matières) pour nous légitimer vis à vis du supérieur ; résultat : les enseignants ont des difficultés à enseigner ce programme, il faut simplifier, mais c'est un travail très difficile : comment se mettre d'accord sur ce corpus minimum ?

**Gérard Grosse** : un programme n'est pas un plan de cours ; cela détermine des objectifs d'enseignement ; le prof recompose dans la classe ; peut-on enseigner une théorie simplifiée de la concurrence parfaite en première, qui apparaîtra irréaliste et découragera les élèves, lesquels ont besoin de sens ? Il y a une fécondité particulière de l'appariement éco-socio (Cohen utilise D'Iribarne, Cartelier utilise Simmel).

**Daniel Cohen** : personne ne nie la valeur de cet appariement ; la question est de méthode : comment faire sens, comment faire comprendre que les éléments de raisonnement ont une valeur intellectuelle même s'ils doivent être critiqués ; on gagnerait du temps si l'on partait de raisonnements clés (partons par exemple de Ricardo, les prix à partir des coûts, le surplus, la rente, ensuite on complexifie, on élargit) ; il faut trouver les meilleures entrées ;

**Yves Grafmeyer** : je suis d'accord ; mais la question des contenus ne peut être séparée des modes d'évaluation ; ce qui importe en SES c'est ce qui ne relève ni du commentaire de texte fictif, ni du simple exercice, donc ce qui est de l'ordre de la confrontation à des documents, de la circulation dans sources diverses ; nous sommes contents que les étudiants qui viennent de ES aient appris à faire ça ; c'est par là que passe l'apprentissage des théories, des méthodes, etc. ; un bon exemple parmi d'autres = les tables de mobilité social ;

**Roger Establet** : l'appariement fécond entre éco et socio est européen (cela a un sens pour nous) ; il ne faut pas plomber les années qui viennent avec l'individualisme méthodologique.

**Yves Le Rolland** (professeur de SES) : il faut faire confiance aux enseignants du secondaire qui travaillent beaucoup pour rester informés, pour faire avancer leur discipline ;

**Gisèle Jean** : parfois nous avançons brutalement, par exemple ce nouveau programme, qui a introduit la rupture éco/socio nous pose problème car ce que nous enseignons ce ne sont ni l'économie, ni la sociologie, mais les SES (la difficulté et l'intérêt de notre matière résident dans le ET).

**Daniel Cohen** : sur le commerce international ou la politique monétaire il n'y a pas de ET...

**Gisèle Jean** : les élèves veulent comprendre le monde contemporain, il faut les intéresser ; notre démarche a fait ses preuves de ce point de vue, nous y tenons ; nous sommes prêts à l'améliorer mais nous voulons conserver nos acquis : nous partons des questions, des objets, et non des disciplines ;

**Richard Aréna** : je vous suis sur le plan pédagogique ; mais la recherche part aussi sur des objets concrets (ex : rapport de sous-traitance entre firmes) ; donc une approche disciplinaire n'est pas en opposition avec le concret et l'intérêt des élèves ;

**Daniel Cohen** : il faut s'arrêter un moment à la question des maths en ES

**Bernard Simler** : les programmes ont été réalisés de manière disjointe dans les deux matières ; il faudrait entrer en contact avec le GTD de maths pour caler le contenu des programmes sur les pré-requis des DEUG éco et des classes prépas ; les élèves ES qui ont des difficultés en éco le doivent au niveau en maths (c'est le type d'exercice qui pose problème) ; cela suppose une commande ;

**Daniel Cohen** : le problème à poser ici est : les maths sont-elles utiles pour ce que l'on fait au lycée ?

**Elisabeth Logak** : ce programme est bien fait ; il n'est pas construit par dévaluation de celui de la série scientifique ; les profs de maths sont d'ailleurs demandeurs de relation avec d'autres disciplines ; il ne s'agit bien sûr pas de réduire les maths aux stats ; les maths doivent développer une capacité de confiance de l'élève dans son propre raisonnement ;

**Bernard Simler** : la filière ES a réussi à tirer vers le haut des élèves ; il faut continuer en adaptant les programmes aussi bien au lycée qu'en prépas ;

**Daniel Cohen** : l'habitude d'un raisonnement graphique est aussi très important en économie or il y en a peu dans les manuels ;

**Richard Aréna** : que pensez vous de l'enseignement de spécialité en maths ?

**E. Logak** : les profs de maths apprécient, notamment les conditions de travail ;

**D. Rallet** : la rénovation a prévu trois profils (langue, SES, maths), mais dans la pratique c'est moins clair (les élèves font des calculs utilitaristes) ; il faudrait clarifier ces objectifs ;

**Bernard Belloc** : ce ne sont pas les maths qui bloquent les étudiants dans nos UFR, ce sont l'éco et le droit ; en maths on a besoin de peu de choses s'il s'agit seulement d'applications éco ; il faut que les maths apportent ce qu'elles ont à apporter par elles mêmes, donc doivent être enseignées de la même façon que dans les autres filières ; il y a un manque du côté du raisonnement géométrique élémentaire ;

**Daniel Hameline** : je me suis instruit au cours de ce colloque ; la qualité du débat a été exceptionnelle ; cette écoute mutuelle est encourageante ; tout ceci sera transmis au comité

**Daniel Cohen** remercie les intervenants et lève la séance.